

8 Suisse

Le béton qui veut passer du gris au vert

DÉFI DURABLE (1/4) Lancé par la conseillère d'Etat Fabienne Fischer, le programme «diagnostic-action» accompagne 45 PME sur le chemin de la durabilité. Opération de communication ou changement concret? Pour le savoir, nous suivons de près le parcours de Maulini SA, une entreprise de construction

SAMI ZAÏBI
@ZaibiSami

C'est une mesure phare du programme de Fabienne Fischer. Avec son opération «diagnostic-action», la conseillère d'Etat verte, chargée du Département de l'économie et de l'emploi (DEE), souhaite démontrer qu'économie et écologie sont compatibles. Ce printemps, elle lançait un appel à candidatures à destination des PME genevoises souhaitant être aidées sur le chemin de la durabilité. La promesse: un accompagnement par un consultant spécialisé d'une valeur de 15 000 francs.

L'opération doit permettre d'«agir rapidement pour obtenir des résultats à court, moyen et long terme», explique la Direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation (DG DERI). Cet été, la DG DERI a reçu 45 candidatures qu'elle jugeait valables. Parmi elles, des entreprises pour le moins hétéroclites: un EMS, une banque ou encore un casino. Mais surtout de nombreuses sociétés actives dans le domaine de la construction, dont on connaît l'importante empreinte carbone. C'est donc vers l'une d'elles que nous nous sommes tournés pour évaluer le réel impact

de ce programme étatique. Un processus que l'on suivra de près, avec un épisode à chaque étape marquante.

18 800 tonnes de CO₂ par an

A Satigny, le siège de l'entreprise Maulini SA se trouve au beau milieu d'une zone industrielle bordée par le Rhône et entourée de forêt. Dès l'entrée, on remarque une certaine sensibilité écologique: parking abrité et bornes de recharge pour les vélos, parking payant pour les voitures. Mais en pénétrant le bâtiment flambant neuf, on comprend rapidement le cœur de métier de la société. Tout est en béton brut, y compris les lettres r-é-c-e-p-t-i-o-n, moulées et simplement posées sur un comptoir également en béton.

Après avoir emprunté des escaliers, eux aussi en béton brut, on rencontre Nicolas Maulini, baskets, regard bleu et silhouette sportive. C'est l'arrière-petit-fils du fondateur Louis Maulini, qui selon la légende serait venu à pied depuis San Giulio, en Italie, pour s'établir à Vernier et fonder l'entreprise du même nom, qui fête ses 112 ans. D'emblée, de sa voix tonique, l'entrepreneur de 41 ans annonce: «Notre secteur a un gros impact environnemental, surtout au



Maulini SA est active dans la maçonnerie et le béton armé, deux des domaines les plus polluants. (GENÈVE, 6 OCTOBRE 2022/EDDY MOTTAZ/LE TEMPS)

niveau carbone, et il doit muter!» Et pour cause. Maulini SA, qui emploie plus de 250 collaborateurs, est l'une des plus grandes entreprises de construction à Genève. Active dans la rénovation et la construction de bâtiments neufs, elle bâtit la structure des édifices, «principalement de la maçonnerie et du béton armé, ce qui pollue le plus», pose sans détour Nicolas Maulini. Chaque année, Maulini SA coule 80 000 m³ de béton, ce qui

«Notre secteur a un gros impact environnemental, surtout au niveau carbone, et il doit muter!»

NICOLAS MAULINI, DIRECTEUR DE L'ENTREPRISE

émet 18 800 tonnes de CO₂, soit autant que 37 vols Genève – New York aller-retour. Un mal pourtant nécessaire: personne ne remettra en question la nécessité du bâtiment des laboratoires HUG ou de la nouvelle Comédie, autant de projets auxquels Maulini a œuvré et qui ne sauraient être bâtis – pour l'instant – autrement qu'en béton.

Plus de béton, moins de réflexion

L'entrepreneur fait remonter sa prise de conscience écologique à quatre ans. Le canton avait alors mis à disposition des entreprises un logiciel pour calculer la pollution que génèrent leurs chantiers. «J'ai alors réalisé que nos matériaux représentent 95% de l'impact carbone de notre activité. Pour nos véhicules, on parlait de grammes de CO₂ par kilomètre, alors que pour le béton on parlait de tonnes de CO₂ pour quelques mètres cubes.» Depuis, Maulini tente

tant bien que mal de réduire son empreinte, en réduisant la quantité de béton utilisée, grâce au mix bois-béton ou à des dalles moins épaisses. A Lancy, l'entreprise vient d'achever le premier bâtiment sans clinker (le composant le plus polluant du ciment) d'Europe, un immeuble de 17 appartements, réalisé en partenariat avec le cimentier français Hoffmann Green, épargnant ainsi l'émission de plus de 200 tonnes de CO₂.

Mais cela ne suffit pas. Car le plus souvent, les maîtres d'ouvrage se soucient peu de l'impact environnemental du béton. «Les coopératives d'habitation réfléchissent à cela, ainsi que certains maîtres d'ouvrage cotés en bourse, qui se doivent de cocher la case «vert». Mais cela reste l'exception. Le problème, c'est qu'en Suisse les matériaux coûtent infiniment moins cher que la matière grise.» En d'autres termes, il est plus rentable de couler plus de béton, et de

passer moins de temps à réfléchir. C'est pourquoi notre bétonneur, pourtant «libéral dans l'âme», en appelle à «plus d'incitations étatiques, avec des taxes et des subventions».

En attendant, il ne veut toutefois pas «se complaire en se disant que l'on n'est que des exécutants». Ses objectifs: faire pression sur les maîtres d'ouvrage pour adapter leurs projets, mais aussi exploiter la fine marge de manœuvre dont il dispose à la réception des cahiers des charges. Quand la proposition de «diagnostic-action» est arrivée, il s'est donc jeté dessus. Qu'en attend-il? «J'ai envie qu'ils viennent et qu'ils me disent de totalement transformer notre façon de travailler. J'espère que leurs propositions ne concerneront pas seulement ce qui est périphérique, mais surtout le cœur de mon activité.» Nous verrons au prochain épisode si son vœu est exaucé. ■

A l'UDC, l'heure de la revanche des Bernois

CONSEIL FÉDÉRAL Le comité de l'UDC bernoise envoie finalement ses deux candidats, Albert Rösti et Werner Salzmann, dans la course à la succession d'Ueli Maurer. Un Bernois pour succéder à un Zurichois? Entre les deux sections, la rivalité a longtemps été explosive

MICHEL GUILLAUME, BERNE
@mfguillaume

A l'UDC zurichoise, le psychodrame a été évité de justesse. Après une cascade de renoncements dans la course à la succession d'Ueli Maurer, la section a fini par sortir un candidat surprise de son chapeau: Hans-Ueli Vogt. Mais Albert Rösti et Werner Salzmann, qui ont été adoués ce jeudi par leur comité cantonal, restent les favoris. L'heure de la revanche a peut-être sonné pour les Bernois. Zurich contre Berne. A l'UDC, cette rivalité est historique, tant elle a parfois déchiré le parti. Sur le fond comme dans le style politique, elle oppose ces deux sections cantonales, s'incarnant dans le match à distance qui opposera longtemps Adolf Ogi puis Samuel Schmid à Christoph Blocher.

Le match à distance Ogi-Blocher

Cette opposition s'exacerbe en 1992 lors de la votation sur l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE). Le tribun zurichois démarre sa campagne d'opposition en janvier déjà, lors de la grand-messe de l'UDC cantonale à l'Albisgüetli. Quelques mois plus

tard, il rallie à sa cause le parti suisse, au désespoir des Bernois – et des Vaudois – qui approuvent l'EEE. Ceux-ci accusent Christoph Blocher de mener une campagne «populiste et non constructive». La victoire du non laisse les Bernois très amers: «C'est incroyable, mais l'ancien conseiller fédéral Friedrich Traugott Wahlen, qui a ouvert la route de la Suisse au Conseil de l'Europe, pratiquait une politique étrangère plus moderne que celle de l'UDC suisse actuellement», se désole leur président Albrecht Rychen.

Durant une quinzaine d'années, Bernois et Zurichois du même parti s'affrontent parfois violemment. Christoph Blocher radicalise le programme de l'UDC dans les domaines de l'asile et de l'immigration tout en adoptant un discours anti-establishment qui laisse supposer que son parti ne serait pas plus malheureux dans l'opposition. Au contraire, Adolf Ogi prédit un déclin du parti avec une telle ligne. Les Zurichois s'en moquent, eux qui lancent des campagnes aux visuels très controversés. Ici, c'est une botte européenne qui écrase la Suisse. Plus anecdotique, mais non moins révélateur: dans un débat sur la péréquation financière, l'UDC met en scène des Zurichois qui tirent une charrette dans laquelle se prélassent les Bernois! Les résultats des élections donnent pourtant raison à l'aile zurichoise. L'UDC amorce une irrésistible ascension sous l'impulsion de Christoph Blocher bien sûr, mais aussi d'un autre Zurichois, Ueli

Maurer, qui reprend les rênes du parti en 1996. L'UDC, qui en tant que quatrième parti suisse en 1991 ne comptait que 14 sections cantonales, s'implante partout en Suisse. En 2003, l'UDC atteint 26,7% de part électorale et réclame un deuxième siège au Conseil fédéral. Elle lance un ultimatum: «Ce sera Christoph Blocher ou alors l'opposition.»

Une rivalité qui s'est estompée

Un chantage qui vise justement un UDC Bernois: Samuel Schmid, élu trois ans plus tôt au Conseil fédéral alors qu'il n'était pas le candidat officiel. Le Seelandaï, un jour qualifié de «demi-conseiller fédéral» du côté de Zurich, tente de calmer les ardeurs. Il soutient l'élection de Christoph Blocher, mais tient à prendre sa décision seul quant à son avenir au Conseil fédéral. Elu au gouvernement, Christoph Blocher n'y fera qu'une législature. Resté à moitié chef du parti, il sera évincé de l'exécutif en décembre 2007, avant que celle qui lui succède (sa remplaçante), la Grisonne Eveline Widmer-Schlumpf, ne soit exclue du parti au printemps 2008, coupable d'avoir accepté son élection. Les éléments les plus modérés de l'UDC créent alors le Parti bourgeois démocratique (PBD), que rejoint aussi Samuel Schmid. Mais alors qu'on croit l'UDC définitivement affaibli par cette scission, c'est le contraire qui se produit. Entre Berne et Zurich, l'unité se restaure.

«Il existe une rivalité, mais je ne l'ai personnellement jamais ressentie au niveau

de la ligne politique. Il est très rare que nous divergions dans nos mots d'ordre», note Manfred Bühler, l'actuel président de l'UDC bernoise. Aujourd'hui, celui-ci déclare être «fier que son canton dispose de deux personnalités dont tout le monde admet qu'elles ont le format pour le Conseil fédéral», mais il insiste sur le fait que les Bernois ont toujours pesé dans la politique de l'UDC. Durant cinq ans, de 2012 à 2017, Adrian Amstutz a mené le groupe d'une main de fer sous la coupole fédérale. De son côté, Albert Rösti a été chef de campagne lors des élections fédérales de 2015, lors desquelles l'UDC a atteint un pic de 29,4% des suffrages, avant de présider le parti national.

Entre l'UDC de la Bahnhofstrasse zurichoise et celle des campagnes bernoises, des divergences subsisteront toujours, note l'ancien conseiller national bernois Jean-Pierre Graber. «Historiquement, l'UDC bernoise a toujours été un parti qui a incarné l'Etat et ses institutions. Même Werner Salzmann est un employé de l'Etat», fait-il remarquer. Il y a désormais cinq candidats UDC pour succéder à Ueli Maurer: Albert Rösti (BE), Werner Salzmann (BE), Heinz Tännler (ZG), Michèle Blöchliger (NW) et Hans-Ueli Vogt (ZH). Mais ce dernier, professeur de droit, a quitté le Conseil national après s'être fait critiquer dans son groupe pour avoir cherché un compromis sur l'initiative pour des multinationales responsables. Un Bernois pourrait ainsi bien succéder à un Zurichois. ■

EN BREF

Cyberattaque bloquée à Neuchâtel

Le Réseau pédagogique neuchâtelois (RPN), victime d'un nouveau piratage informatique, a pu stopper l'attaque avant l'installation d'un logiciel de rançon. L'attaque serait intervenue via le serveur de messagerie RPN. Au total, 25 000 à 30 000 utilisateurs, soit des enseignants, des élèves de l'école obligatoire et des étudiants du secondaire 2, sont concernés. Les adresses courriels ont été bloquées. Les mots de passe doivent être réactualisés à l'interne. ATS

Ignazio Cassis à Kiev pour une visite surprise

Le président de la Confédération, Ignazio Cassis, est arrivé hier en Ukraine pour une visite surprise. Il a annoncé vouloir se faire une idée de la situation sur le front de la guerre ainsi que des aspects humanitaires et des préparatifs pour la reconstruction. Il a pu rencontrer le président ukrainien, Volodymyr Zelensky: «Nous avons parlé des besoins humanitaires et de l'assistance suisse en faveur de l'Ukraine dans un cadre bilatéral et multilatéral», a-t-il notamment témoigné sur son compte Twitter. ATS